

Marché 599/03/2025

**TRAVAUX D'INSTALLATION ET FOURNITURE
DE 12 BORNES IRVE POUR LA CPAM DU HAINAUT**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Le MAITRE DE L'OUVRAGE

Est représenté par :

**Mme LIEKENS Ghislaine, en qualité de Directrice
de la CPAM du HAINAUT**

SOMMAIRE

CHAPITRE I – STIPULATIONS GENERALES	4
Article 1 - Objet du marché – Mode de passation - Travaux similaires – durée et délais d'exécution	4
1.1 Objet du marché de travaux	4
1.2 Mode de passation	4
1.3 Travaux similaires	4
1.4 Durée du marché – Délai d'exécution	4
1.5 Registre de chantier	5
1.6 Forme des notifications et informations	5
Article 2 - Pièces constitutives du marché	5
2.1 Pièces particulières	5
2.2 Pièces générales	6
Article 3 – Dévolution	7
Article 4 – Clause sociale	7
Article 5 - Intervenants	7
CHAPITRE II – CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE	8
Article 6 - Forme du prix et conditions de variation	8
6.1 Forme du prix	8
6.2 Contenu des prix	8
6.3 Modifications des prix	9
6.4 Prix nouveaux	9
6.5 Mois d'établissement des prix	10
Article 7 – Actualisation	10
7.1 Actualisation	10
Article 8 - Décomptes mensuels et décompte général et définitif	10
8.1 Décomptes mensuels	10
8.2 Projet de décompte final	11
Article 9 - Avances	13
9.1 Conditions de l'avance	13
9.2 En cas de sous-traitance	13
9.3 Conditions de remboursement	13
Article 10 – Modalités de transmission des demandes de paiement & délai de paiement..	14
10.1 Mentions obligatoires	14
10.2 Modalités de transmission des demandes de paiement	14
10.3 Modalités de règlement	15
10.4 Délais de règlement	15
10.5 Intérêts moratoires	15
Article 11 - Nantissement/cession de créances	16
11.1 Conditions	16
11.2 Notification	16
11.3 Sous-traitance	16
Article 12 - Retenue de garantie	17
12.1 Conditions générales	17
12.2 Substitution de garantie	17
12.3 Remboursement de la retenue de garantie	17
CHAPITRE III - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	18
Article 13 - Ordres de service	18
Article 14 - Sous-traitance	18
14.1 Conditions générales	18
14.2 Modalités d'acceptation	19
14.3 Paiement direct du sous-traitant de premier rang ou direct	19
14.4 Modalités de paiement direct/Liquidation de la TVA (Article 283-2 nonies du code général des impôts)	20
14.5 Intervention d'un sous-traitant indirect dans l'exécution des travaux et modalités de paiement	21

Article 15 - Délais d'exécution	21
15.1 Délai d'exécution	21
15.2 Calendrier d'exécution	22
15.3 Période d'intervention & Lieux d'exécution.....	23
Article 16 - Pénalités de retard.....	23
16.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux.....	23
16.2 Pénalités spéciales	24
16.3 Autres pénalités	25
16.4 Pénalités autres que celles figurant dans les clauses 16.1, 16.2 et 16.3	26
Article 17 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	26
Article 18 - Spécifications techniques, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	26
Article 19 - Percements et scellements.....	26
Article 20 - Période de préparation préalable à l'exécution effective des travaux et implantation des ouvrages.....	27
20.1 Période de préparation.....	27
20.2 Coordination des travaux	28
20.3 Plans d'exécution-notes de calculs et études de détail	28
20.4 Implantation des ouvrages	28
20.5 Propriété intellectuelle.....	28
Article 21 - Organisation, sécurité et hygiène sur le chantier.....	28
21.1 Conditions générales	28
21.2 Organisation du chantier par le Titulaire	29
21.2.1 Dépenses d'investissement.....	29
21.2.2 Dépenses d'entretien	30
21.3 Sécurité et hygiène	31
Article 22 – Contrôles des travaux	32
Article 23 – Augmentation des travaux.....	32
CHAPITRE IV - DROITS ET OBLIGATIONS INHERENTS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX.....	33
Article 24 - Réception des travaux	33
Article 25 - Documents fournis après exécution.....	34
Article 26 - Garanties	34
26.1 Garantie de parfait achèvement.....	34
26.2 Garantie de bon fonctionnement.....	35
26.3 Garantie décennale.....	35
Article 27 – Assurances.....	35
Article 28 - Autres pièces à produire.....	36
28.1 Documents Administratifs	36
28.2 Documents à retourner au Maître d'Ouvrage	36
Article 29 - Résiliation.....	37
29.1 Cas de résiliation pour motif d'intérêt général	37
29.2 Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité.....	37
29.3 Résiliation aux torts du Titulaire avec mise en demeure	37
29.4 Résiliation aux torts du Titulaire sans mise en demeure	37
Article 30 – Mesures coercitives.....	38
Article 31 – Ajournement et interruption des travaux.....	38
Article 32 - Règlement des litiges.....	38
Article 33 – Clause environnementale.....	39
Article 34 - Évolutions de la législation.....	39
Article 35 - Obligation de confidentialité.....	40
Article 36 – Dérogations aux documents généraux.....	41

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – MODE DE PASSATION - TRAVAUX SIMILAIRES – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

1.1 OBJET DU MARCHÉ DE TRAVAUX

Le présent marché de travaux a pour objet les travaux d'installation et la fourniture de 12 bornes IRVE pour la CPAM du HAINAUT sur les 3 sites suivants :

- SANGHA - 58 bis Bd. Pasteur 59600 MAUBEUGE.
- CROIX - 24 rue de la Croix 59600 MAUBEUGE.
- CAMBRAI - 10 rue Saint-Lazare 59400 CAMBRAI.

L'objectif général de l'opération est la mise en place de bornes de recharge électrique, pour ce faire, il est prévu :

- D'alimenté depuis le TGBT existant un tableau électrique IRVE dédié à l'alimentation des bornes de recharge ;
- La fourniture et la mise en œuvre du tableau IRVE ;
- La mise en œuvre des alimentations pour les bornes de recharge électrique depuis le TD IRVE comprenant les travaux de terrassement ;
- La fourniture et mise en œuvre des bornes de recharge IRVE
- La signalisation et le marquage au sol des emplacements de recharges électrique.
- La mise en place d'une infrastructure de gestion des bornes de recharge ;
- Une proposition de contrat de maintenance pour les bornes de recharge.

Le montant global des travaux est décomposé comme suit :

- Pour le marché initial : il est estimé à : **85 312,00 € HT.**

1.2 MODE DE PASSATION

Ce marché est un marché de Travaux au sens de l'article L1111-5 du Code de la Commande Publique.

Il est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale, selon la procédure d'un Marché à Procédure Adaptée Ouverte définie par les articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

1.3 TRAVAUX SIMILAIRES

Des marchés de travaux qui ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché et exécutées par Titulaire pourront lui être confiés en faisant application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables prévue à l'article R 2122-7 du Code de la Commande Publique sous réserve toutefois que cette possibilité réponde aux exigences posées par ledit article, notamment que le recours à ce type de marché négocié ait été prévu dans le cadre de la procédure de passation du marché de travaux passé en premier.

En tout état de cause, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra pas dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

1.4 DUREE DU MARCHÉ – DELAI D'EXECUTION

Le marché débute à la notification du marché et se termine à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Les délais d'exécution sont indiqués à l'article 15 du présent CCAP.

1.5 REGISTRE DE CHANTIER

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-TRAVAUX, aucun registre de chantier ne sera tenu.

1.6 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Pendant l'exécution des prestations, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé qui permet de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Les formats à privilégier pour ces documents sont les suivants : « .pdf ».

Pour le présent marché, elles seront gérées en fonction du type de document, via les canaux de communication suivants.

TYPE DE DOCUMENT	CANAL DE COMMUNICATION
Avenant/Modification du marché Acte de sous-traitance	Via plateforme dématérialisée PLACE
Plannings, Ordres de service, Échanges courriels, Mise en demeure Décomptes de pénalités DOE et autres documents d'études Le contrat de maintenance	Via messagerie De courriel électronique Accusé de réception
Décomptes mensuels validés Décompte final validé	Via Chorus Pro

Lorsque la notification est effectuée par le biais de ces différents canaux de communication, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) mentionné à l'article 2.1 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX, il établit l'ordre de priorité décroissant des pièces du marché suivant :

2.1 PIECES PARTICULIERES

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, proposés par le Titulaire, acceptés par le Maître d'Ouvrage, l'ensemble des documents et informations pris en compte au titre de l'analyse des offres, qu'il s'agisse des documents financiers, de l'offre technique ou méthodologique du soumissionnaire, ainsi qu'il suit :

➤ L'Annexe 1 - DPGF (= *cadre de Décomposition du Prix Global et forfaitaire* = *Seuls les prix contenus dans ce cadre sont contractuels, pour les commandes supplémentaires voir modalités détaillées à l'article 6 du présent CCAP*).

- L'Annexe 2 - Mémoire technique,
 - L'Annexe 3 - Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux,
 - Le cas échéant, les annexes inhérentes aux sous-traitants proposés et ayant été accepté par le Maître d'ouvrage ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes qui seront remises au Titulaire lors de la notification :
- L'Annexe 1 – Récapitulatif des Représentant du Maître d'Ouvrage et des différents interlocuteurs du marché.
 - L'annexe 2 – CHORUS PRO « 02-CCAP-Annexe2-ChorusPro.xlsx »
3. Le Cahier des Clauses Techniques Communes et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes ainsi que :
- Les plans et schémas explicatifs du Maître d'œuvre, rassemblant les indications nécessaires à l'établissement des offres de prix.
4. Le planning d'exécution des travaux et ses éventuelles modifications.
5. Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC), établi par le coordonnateur SPS. Ses dispositions devront être scrupuleusement respectées par les entreprises qui intégreront les conséquences financières dans leur remise de prix.
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modifiables, postérieurs à la notification du marché,
7. Les ordres de services, les courriers et courriels émis et réceptionnés dans le cadre de l'exécution du marché.

Les documents suivants seront, en outre, rendus contractuels :

- Le PPSPS,
- Le RICT du bureau de contrôle,
- Les RAAT,
- L'étude de géolocalisation des réseaux,
- Les études marchées confiées aux entreprises,
- Les plans de marchés et de détails fournis par chaque entreprise en fin de chantier ainsi que tous les autres documents énumérés dans l'ensemble des documents de la consultation.

2.2 PIECES GENERALES

Les documents applicables au présent marché sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la remise des offres.

- Le Code de la Commande Publique entrée au 1^{er} avril 2019, issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018.
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de Sécurité Sociale.
- Le CCAG-TRAVAUX issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1^{er} avril 2021 sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine du présent CCAP,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (*Décret n° 93.1164 du 11.10.1993, modifié*) sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus,

- Le règlement Européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entrée en vigueur le 25 mai 2018.
- Le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017, puis l'arrêté du 27 octobre 2021 qui ont établi les cadres et exigences de la qualification IRVE.
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

La présente liste n'est pas exhaustive. Le Titulaire de par sa qualité de professionnel est seul responsable de l'application de la réglementation en vigueur et de celle qui deviendrait applicable au cours du présent accord-cadre.

Toute clause, portée dans tous documents présentés lors de la remise des offres et ou des devis (*conditions générales de vente, tarifs, et autres documents à valeur contractuelle*) est réputée non écrite et est contraire aux dispositions des pièces susvisées.

ARTICLE 3 – DEVOLUTION

Il s'agit d'un marché global forfaitaire.

Pour la présente opération de travaux, il a été décidé de ne pas allouer l'exécution des prestations.

ARTICLE 4 – CLAUSE SOCIALE

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-TRAVAUX, le Maître d'Ouvrage informe le Titulaire que les conditions d'exécution du présent marché ne prennent pas en compte de considérations relatives au domaine social ou à l'emploi.

ARTICLE 5 - INTERVENANTS

Les intervenants sont :

- ↳ L'Acheteur agissant en qualité de « Maître d'Ouvrage » ou son mandataire au sens de l'article L2422-6 du Code de la Commande Publique :

CPAM DU HAINAUT
63 rue du Rempart
CS 60499
59321 VALENCIENNES Cedex

- ↳ Le « Maître d'œuvre » dont les coordonnées suivent :
IPH Ingénierie - Agence des Hauts-de-France
Avenue Abel Bardin et Charles Benoît
02100 ROUVROY

- ↳ Le Titulaire qui sera désigné à l'issue de la procédure de passation comme « Titulaire » dans le cadre du présent marché. Ceux-ci sont informés que le Maître d'Ouvrage a contracté les différentes assurances mentionnées au dernier alinéa de l'article 27 du présent CCAP.

- ↳ Le contrôleur technique dont les coordonnées suivent :
SOCOTEC Agence Construction Valenciennes
Bât. H - Parc activités Aéroport Ovest
59328 VALENCIENNES

- ↳ Le coordonnateur sécurité protection santé désigné dont les coordonnées suivent :
BTP Consultants
Parc des Rives Créatives de l'Escaut
80 Avenue Roland Moréno
59410 ANZIN

- ↳ En tant que conseil du Maître d'ouvrage : le Pôle Régional d'expertise de conseil immobilier (PRECI) de Villeneuve d'Ascq.

6.1 FORME DU PRIX

Le présent marché est conclu à prix ferme définitif. Le prix reste toutefois actualisable dans les conditions définies l'article 7.1 du présent CCAP.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché. Toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'une modification actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

Les prestations du présent marché détaillés dans les annexes DPGF, sont traités à prix forfaitaires (*Seuls les prix contenus dans ce cadre sont contractuels*). En cas de commande supplémentaire, les prix indiqués dans les annexes DPGF pourront être utilisés pour rémunérer les prestations.

Les autres éléments (*quantité renseignée par le titulaire*) figurant dans les annexes DPGF ne sont pas contractuels. Pour des prestations nouvelles ne figurant pas dans les annexes DPGF, la procédure des prix nouveaux détaillé à l'article 6.4 du présent CCAP et, éventuellement, des prix provisoires sera appliquée.

6.2 CONTENU DES PRIX

De manière non limitative, on indiquera que les prix des marchés¹ sont réputés comprendre tous les ouvrages et équipements nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- Les échafaudages et dispositifs de sécurité ;
- Les piquetages ;
- Les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;
- Les frais d'assurances et d'accidents ;
- Les frais d'études et de reproduction de documents ;
- Les frais d'essais et de formation ;
- Les frais d'obtention de l'attestation de conformité visée par le « CONSUEL » (Comité National pour la Sécurité des Usagers de l'Electricité) ;
- Les droits de brevet éventuels ;
- Les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum), ainsi que la prise en charge des déchets de chantier
- Les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé ;

Et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux et toutes les prestations énumérées dans les divers documents de la consultation.

En tant que professionnels avertis, le Titulaire ne pourra en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

La décomposition du prix forfaitaire a **valeur contractuelle**. Elle sera utilisée en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

¹ Les prix sont réputés comprendre aussi toutes les dépenses, travaux, services et fournitures accessoires, résultant de l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation parfaite du ou des ouvrages, y incluant notamment les sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de lieu et de temps où s'exécutent les travaux considérés.

6.3 MODIFICATIONS DES PRIX

Ne sont pas comprises dans le prix forfaitaire initial, les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changement réalisées à la demande du Maître d'Ouvrage. Une modification acte l'ensemble des modifications réalisées à la demande du Maître d'Ouvrage engendrant une augmentation du prix des prestations¹, dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TRAVAUX.

6.4 PRIX NOUVEAUX

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 13 du CCAG-TRAVAUX.²

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'œuvre dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le Titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu, par application de l'article 14.3 ou de l'article 15.1 du CCAG-TRAVAUX.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

L'ordre de service mentionné à l'article 13.1 du CCAG-TRAVAUX fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du Titulaire, sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du Maître d'Ouvrage, après consultation du Titulaire. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Pour l'établissement des décomptes concernés, le Titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service prévu à l'article 13.1 du CCAG-TRAVAUX, si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au Maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, le Maître d'Ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le Maître d'Ouvrage et le Titulaire ont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'une modification au marché, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du Titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le Titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 13.1 du CCAG-TRAVAUX lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter, opposé par le Titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, au Maître d'œuvre, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations. Une copie de la lettre de refus est adressée au Maître d'Ouvrage.

¹ De même, ne sont pas compris dans le prix forfaitaire initial, les prestations supplémentaires qui résulteraient de sujétions techniques imprévisibles ou les conséquences financières d'aléas d'ordre économique ouvrant droit soit au paiement des prestations supplémentaires rendues nécessaires à la poursuite de l'exécution des travaux et à l'achèvement de l'ouvrage, soit au versement d'une indemnité visant à garantir le droit de l'entrepreneur à l'équilibre du contrat.

² Il s'agit des prestations supplémentaires ou modificatives qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

6.5 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant :

- Soit au mois précédent la date limite de remise des offres (*Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG-TRAVAUX*), ce mois est appelé "mois zéro" (*soit pour le présent marché = Mars 2025*),
- Soit en cas de négociation, à la date de remise de l'offre finale par le Titulaire.

ARTICLE 7 – ACTUALISATION

7.1 ACTUALISATION

L'actualisation¹ devient effective si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. La date de début d'exécution des prestations correspond à la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

Pour le présent marché, les prix étant traités à prix ferme, ils seront actualisés au moyen de la formule et de l'index prévus ci-après.

P ACTUALISE =	P initial x (I (m-3)/Im0)
I =	Valeur de l'index de référence concernant la nature des travaux
I (m-3) =	Valeur de l'index du mois antérieur de 3 mois, au mois « m » du début d'exécution des travaux.
Im0 =	Valeur de l'index du mois m0 (<i>cf. article 6.5 du présent CCAP</i>)

Les formules de variation seront obligatoirement établies en index « Bâtiment » ou « Travaux Publics », sauf dans le cas où la nature des ouvrages ne permettrait pas le rattachement aux index. Dans ce cas, les formules seraient établies en indices BOCCRF - Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, ou INSEE.

L'index de référence est le BT47.

ARTICLE 8 - DECOMPTES MENSUELS ET DECOMPTÉ GENERAL ET DEFINITIF

8.1 DECOMPTES MENSUELS²

Dans un délai de **15 jours calendaires** à compter du dernier jour du mois, objet du projet de décompte considéré. Ce projet établi par le Titulaire et transmis au Maître d'œuvre qui procède à la vérification du projet de décompte mensuel. Les projets de décomptes sont transmis selon les modalités définies à l'article 10 du présent CCAP. Après vérification et validation, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le Maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-TRAVAUX, le montant de l'acompte mensuel à régler au Titulaire. Il transmet au Maître d'Ouvrage, en vue de l'ordonnancement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie au Titulaire par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par le Titulaire a été modifié.

¹ L'actualisation consiste à transformer un prix ferme en un nouveau prix ferme.

² Il est bien précisé, conformément à l'article 12.1.10 du CCAG, que les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas le caractère de paiement définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Le délai de vérification, par le Maître d'œuvre, du projet de décompte mensuel du Titulaire est fixé à **7 jours calendaires** à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise.

En cas de retard ou d'erreur dans la production du projet de décompte mensuel, le Maître d'œuvre sans mise en demeure préalable, appliquera les pénalités prévues à l'article 16.2 du présent CCAP.

Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, les prix des unités composant le prix forfaitaire, les produits et Cf. article 13.2.1 du CCAG-TRAVAUX, le montant de la retenue de garantie si elle n'a pas été remplacée par une autre garantie. Ils devront être établis en Euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition.

Par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG-TRAVAUX, les seuls approvisionnements pris en compte seront les éléments fabriqués en usine et destinés à être intégrés aux ouvrages et les matériaux de construction déposés sur le chantier et pour lesquels le Titulaire est en mesure de justifier leur règlement.

8.2 PROJET DE DECOMPTE FINAL

Par dérogation de l'article 12.3.2 du CCAG-TRAVAUX, le projet de décompte final daté et signé sera dressé par le Titulaire concerné et remis au Maître d'œuvre à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux **dans un délai de 45 jours calendaires**.

En cas de retard dans la production du projet de décompte final par le Titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le Maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du Titulaire. Le Maître d'œuvre détaille notamment sur ce document les différentes pénalités et applique par la même occasion dans les conditions de l'article 16.2 du présent CCAP, les pénalités qu'il a constatées pour le retard et les erreurs dans la production de ce document.

Le projet de décompte final devra être présenté comme suit :

1) Travaux suivant marché

Rappel du forfait HT

Travaux non exécutés HT

(n° de référence des prix de la
décomposition forfaitaire) (1) _____

Ensemble base marché HT

Actualisation des prix sur travaux
réellement exécutés

(index ou indices parus officiellement) (1) _____

TOTAL HT

2) Travaux supplémentaires

Travaux en plus, valeur marché HT

(n° de référence des prix de la
décomposition forfaitaire) (1) _____

Actualisation des prix sur travaux en plus
en valeur marché HT

(index ou indices parus officiellement) (1) _____

Travaux en plus, valeur exécution HT
(sur justification) (1)

TOTAL HT

TOTAL GENERAL HT
PENALITES
suivant CCAP	
RESTE
TVA
TOTAL GENERAL TTC

Le projet de décompte final vérifié et accepté par le Maître d'œuvre devient le décompte final (avec date, signature et cachet du Maître d'œuvre) et est transmis au Maître d'Ouvrage, dans un délai de **7 jours calendaires** à compter de la date de remise du projet de décompte final par le Titulaire.

En cas de présentation d'un projet incomplet ou erroné ou nécessitant une demande de justification ou de précision, le délai de **7 jours calendaires** sera prolongé d'une durée égale au retard qui en résulte pour l'établissement du décompte final.

Le décompte général sera établi par le Maître d'œuvre conformément à l'article 12.4.1 du CCAG-TRAVAUX dans un délai de **30 jours calendaires** à compter de la date de remise du projet de décompte final par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-TRAVAUX, le décompte général signé par le Maître d'Ouvrage sera notifié au Titulaire dans un délai de **3 mois** à compter de l'établissement du décompte final.

Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le Maître d'Ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le Titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation. Cette mention n'est pas nécessairement chiffrée et est sans incidence sur les éléments composant le décompte général.

En cas de présentation d'un décompte final incomplet d'une demande de justification, ou pour tout autre motif imputable au Titulaire, le délai de notification du décompte général cité supra sera prolongé d'une durée égale au retard qui en est résulté.

8.3 Décompte général et définitif

Le décompte général accepté et signé par le Titulaire ou réputé comme tel (*À la suite du silence gardé par le Titulaire, article 12.4.5 du CCAG-TRAVAUX*) devient le décompte général et définitif du marché.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

Il est dérogé à l'article 12.4.4 du CCAG-TRAVAUX en ce que seule une notification du Maître d'Ouvrage validera le décompte général qui ne pourra pas devenir le décompte général définitif de manière tacite après l'expiration d'un certain délai.

9.1 CONDITIONS DE L'AVANCE

En application des articles R2191-3 à R2191- 7 du Code de la Commande Publique, le Maître d'Ouvrage peut accorder au Titulaire ou au sous-traitant, lorsque le montant du marché (*ou de la tranche affermie*) est d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois :

- Si la durée du marché est inférieure à 12 mois : 5 % du montant initial TTC du marché ou de la tranche,
- Si la durée du marché est supérieure à 12 mois : entre 5% et 30% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par le nombre de mois du marché,
- Taux spécifique PME : 30%.

Pour le présent marché, c'est l'option B du CCAG-TRAVAUX qui s'applique au titre de l'avance.

Le Maître d'Ouvrage peut en conditionner le versement à la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie peut porter sur tout ou partie de l'avance. La constitution de cette garantie ne peut toutefois être exigée des personnes publiques auprès des Titulaires d'un marché (*Article R2191-8 et R2391-5 du Code de la Commande Publique*).

Dans le silence du marché, le remboursement de l'avance s'impute (*Alinéa 2 de l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique*) :

- Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au Titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

L'avance est intégralement remboursée lorsque le montant toutes taxes comprises des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée (*Alinéa 2 de l'article R2191-19 du Code de la Commande Publique*).

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le Titulaire ne sous-traite pas.

Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

9.2 EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique. Une telle demande est constituée lorsqu'elle apparaît dans les conditions de paiement prévues à l'acte spécial agréées par le Maître d'Ouvrage

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le Maître d'Ouvrage conformément aux articles R2193-17 à 21 du Code de la Commande Publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les conditions des articles R2191-3 à 5 du Code de la Commande Publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

9.3 CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Que ce soit le Titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au Titulaire quand le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 65% du montant du marché OU de la tranche. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées pour le marché pour lequel il intervient.

10.1 MENTIONS OBLIGATOIRES

Le Titulaire établit ses factures/décomptes en précisant les sommes auxquelles, il prétend.

Elles comprendront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du Titulaire;
- La date d'émission et le numéro de la facture,
- La dénomination sociale et adresse du Titulaire et du Maître d'Ouvrage,
- Les n° de SIRET et les codes services facturier du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.
- Le n° du marché ;
- Les informations détaillées à l'article 8.1 du présent CCAP et la date d'exécution des travaux ;
- Les montants hors TVA, le taux et le montant de la TVA, le montant TTC facturé,
- La date d'échéance du règlement.

10.2 MODALITES DE TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du Code de la Commande Publique le Titulaire effectuera la transmission de leurs demandes de paiement sous forme électronique.

Le Titulaire utilisera la solution informatique « CHORUS PRO », gratuite et sécurisée mise à sa disposition, dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées au 10.1 supra, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage informera le Titulaire du rejet de sa facture par courriel ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées au 10.1 supra ou comportant des informations erronées, le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage informera le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à retransmettre via Chorus Pro une facture dûment rectifiée.

AVANT DEPOT SUR CHORUS PRO : Le Titulaire adresse ses factures/décomptes par courriel au Maître d'œuvre « POUR VALIDATION », dans un délai de 10 jours calendaires à compter du dernier jour du mois, objet du décompte considéré.

Après validation uniquement, celles-ci pourront être déposées par le Titulaire sur CHORUS PRO, à l'attention du Maître d'œuvre qui établira un certificat de paiement et la déposera à son tour à l'attention du Maître d'Ouvrage pour paiement.

En cas de sous-traitance, le montant sous-traité devra apparaître clairement sur la facture et le Titulaire devra établir une attestation de paiement direct qui sera jointe à celle-ci.

Pour pouvoir déposer ses factures/demandes de paiement, le Titulaire renseignera les champs suivants dans l'outil « CHORUS PRO » à l'aide des informations suivantes, qui seront indiquées plus précisément dans l'annexe 2 du CCAP qui sera transmise lors de la notification :

- **Le SIRET du Maître d'œuvre en tant que destinataire de la facture**
- **Le CODE SERVICE du Maître d'œuvre en charge de la validation des factures** : *(à indiquer obligatoirement, le cas échéant la situation ne sera pas traitée).*
- **Le numéro d'engagement** : numéro de marché
- **Le SIRET du Maître d'Ouvrage**
- **Le CODE SERVICE du Maître d'Ouvrage**

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aide_csm/?id=aife_index

10.3 MODALITES DE REGLEMENT

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture/demande de paiement.

Le Maître d'Ouvrage se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ou à tout autre compte communiqué.

10.4 DELAIS DE REGLEMENT

Conformément au décret n°2013-269 du 25 mars 2013 :

- Le règlement de sommes dues interviendra au plus tard 30 jours, à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du projet de décompte mensuel établi par le Titulaire à condition que ce décompte ne soit contesté ni par le Maître d'œuvre ni par le Maître d'Ouvrage.
- **Le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général par le Maître d'Ouvrage.**

Il sera effectué par le Directeur Comptable et financier du Maître d'ouvrage, après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, Monsieur Le Directeur du Maître d'ouvrage.

Dans le cadre des retenues effectuées, le remboursement des sommes prélevées se fera dans le délai de 30 jours suivant la constatation du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage.

10.5 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et du sous-traitant payé directement. Le taux de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € sera également appliquée.

11.1 CONDITIONS

En cas de cession ou de nantissement, le Maître d'Ouvrage remet au Titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

11.2 NOTIFICATION

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du Titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues².

11.3 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à la réception des travaux, le Titulaire devra présenter au Maître d'Ouvrage l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis. ³

Si le Titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le Maître d'Ouvrage procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le Titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le Titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Conformément à l'article R 2193-22 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

¹ La cession et le nantissement sont régis par les articles R 2191-45 à 47 du code de la commande publique.

² Les bénéficiaires de la cession jouissent, sur leur demande, des droits d'information prévus aux articles R 2191-59 à 62 du Code de la Commande Publique

³ Le respect de cette exigence conditionne l'engagement de la procédure d'acceptation du sous-traitant.

12.1 CONDITIONS GENERALES

Conformément aux articles L2191-7 et R 2191-33 à 34 du Code de la Commande Publique, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % *(ou de 3% s'il s'agit d'une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13)* sur le montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des modifications (avenants) en cours d'exécution.

Le Maître d'ouvrage informe le Titulaire que pour le présent marché, la retenue de garantie ne peut être remplacée que par une "garantie à première demande". Le Maître d'Ouvrage s'oppose à la constitution d'une caution personnel et solidaire.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.²

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

12.2 SUBSTITUTION DE GARANTIE

Le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie est constituée sur le montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des modifications (avenants) en cours d'exécution. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de cette garantie.

12.3 REMBOURSEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

¹ La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux actées dans un procès-verbal ainsi que les désordres déclarés pendant la durée de garantie de parfait achèvement, sous réserve que ces désordres n'aient pas eu un caractère apparent au moment des opérations de réception ou que les conséquences de ces désordres n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

² Dans tous les cas, la personne signataire du marché peut récuser l'organisme qui apporte sa garantie.

CHAPITRE III - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le maître d'œuvre est tenu à une obligation de conseil.

Toute faute commise dans cette mission est de nature à engager sa responsabilité contractuelle¹.

ARTICLE 13 - ORDRES DE SERVICE

Les travaux sont exécutés par le Titulaire, sous la direction du Maître d'œuvre, conformément aux ordres de services émanant du Maître d'œuvre, plans et dossiers remis.

Le démarrage général des travaux sera notifié par le Maître d'Ouvrage. Il sera porté à la connaissance du Titulaire et du Maître d'œuvre.

Un ordre de service spécifique de démarrage des travaux sera émis par le Maître d'œuvre.

L'article 3.8 du CCAG-TRAVAUX sera appliqué.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE²

14.1 CONDITIONS GENERALES

Le Titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du Maître d'Ouvrage³.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement au Titulaire, seule entité ayant un lien contractuel avec le Maître d'Ouvrage.

En cas de résiliation pour faute notifiée au Titulaire, ce dernier devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le Titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant⁴ et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quel que soit le montant de la sous-traitance.

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, toute sous-traitance occulte dûment constaté par le Maître d'Ouvrage donnera lieu à une mise en demeure notifiée au Titulaire pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le Maître d'Ouvrage pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le Titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article 83 de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011, de l'article 3 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, de l'article 131-38 du Code Pénal et de l'article L 8271-1-1 du Code du travail, créé par la loi n° 2011-672 du 16/06/2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité, est passible d'une amende de 7 500 Euros (*contravention de 5ème classe applicable aux personnes morales*).

¹ (Cf. Conseil d'Etat, 7 mars 2005, Syndicat d'agglomération nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines)

² *Toute demande de sous-traitance sera traitée dans les conditions légales définies notamment par la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et par le Code de la Commande Publique.*

³ *Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputée au Titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.*

⁴ *Les sous-traitants dont il s'agit sont de premier rang ou « directs »*

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au Maître d'Ouvrage ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- 1) Une déclaration spéciale mentionnant :
 - a) La nature des prestations sous-traitées ;
 - b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
 - e) Durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
 - f) Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.
- 2) Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si cette demande intervient après la remise des offres ou après notification, le Titulaire doit établir dans les conditions visées à l'article 11 du CCAP que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

Sous réserve que la demande ait été complète, la notification du marché emportera acceptation du sous-traitant dès lors que la demande est intervenue avant la date limite de remise des offres.

Si cette demande est intervenue après la date limite de remise des offres, et *a fortiori* après notification, elle sera constatée par la rédaction d'un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du Maître d'Ouvrage gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception de la totalité des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne signataire du marché lorsque celui-ci en fait la demande. S'il n'a pas rempli cette obligation 15 jours après avoir été mis en demeure de le faire, **il encourt une pénalité de 50,00 € par jours calendaires**. Si un mois après la mise en demeure, aucun contrat de sous-traitance n'a été transmis, le Maître d'ouvrage pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

14.3 PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT DE PREMIER RANG OU DIRECT

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC¹.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Maître d'Ouvrage au Titulaire et au Maître d'Ouvrage par toute voie probante². Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-TRAVAUX, la demande de paiement adressée au Maître d'Ouvrage est accompagnée du double des pièces adressées au Titulaire ainsi que de

¹ Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975.

² La demande de paiement est libellée au nom du Maître d'Ouvrage, mais les factures jointes doivent être libellées au nom du Titulaire du marché, car le lien contractuel est établi entre le sous-traitant et le Titulaire du marché. **Toute facture libellée au nom du Maître d'ouvrage est irrégulière.**

l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le Titulaire.

A la réception des factures, le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au Maître d'Ouvrage.

En cas d'accord, le Titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse au Maître d'Ouvrage pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Le Maître d'Ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par le Maître d'Ouvrage.

14.4 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT/LIQUIDATION DE LA TVA (ARTICLE 283-2 NONIES DU CODE GENERAL DES IMPOTS)

Depuis le 1er janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujetti à la TVA.

Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre.

Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Mécanisme d'auto-liquidation :

Désormais, la taxe doit être acquittée par le preneur, c'est-à-dire le Titulaire du marché.

L'entreprise sous-traitante ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter la mention « auto-liquidation » justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant et faire apparaître clairement que la TVA est due par le preneur assujetti.

Le Titulaire est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers qu'elle sous-traite.

En cas de paiement direct du sous-traitant, le Maître d'Ouvrage doit le payer sur une base hors taxe et le Titulaire principal auto-liquide la TVA.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que le Maître d'Ouvrage devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements (hors intérêts moratoires) effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix stipulé à l'article 6.5 du CCAP ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.

14.5 INTERVENTION D'UN SOUS-TRAITANT INDIRECT¹ DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX ET MODALITES DE PAIEMENT

Le sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le Titulaire du sous-traitant indirect transmet au Titulaire principal une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant l'envoi à la personne signataire du marché, par recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé, de la caution personnelle et solidaire, ou d'une délégation de paiement acceptée par un tiers intervenant à l'opération.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du Titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, le Titulaire principal du sous-traitant indirect transmet au Titulaire aux fins de remise au Maître d'Ouvrage, l'acte par lequel le Titulaire principal donne délégation au Maître d'Ouvrage pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être remis au Maître d'Ouvrage contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 14-3 du présent CCAP.

ARTICLE 15 - DELAIS D'EXECUTION

15.1 DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux ou délai global de l'opération de travaux, tel que fixé dans l'Acte d'Engagement par le Maître d'Ouvrage est de 2 mois, dont 1 mois de période de préparation.

Ce délai aura pour origine la date fixée par la décision du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage, dans les documents suivants :

1. L'ordre de service qui précise la date de démarrage de la période de préparation (*Cf. article 20.1 du présent CCAP*), ce document est transmis par le Maître d'ouvrage au Titulaire, ainsi qu'au Maître d'Œuvre.

Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées dans les documents du marché.

2. Les ordres de service, qui précise la date de démarrage spécifique pour l'exécution des travaux, seront transmis au Titulaire par le Maître d'œuvre.

Les délais d'exécution propres s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution défini ci-après.

¹ Le sous-traitant indirect est le sous-traitant du sous-traitant, et ainsi de suite.

Calendrier prévisionnel d'exécution

Les délais d'exécution partent de la première intervention du Titulaire sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention du Titulaire sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution.

Calendrier détaillé d'exécution

Pour le calendrier détaillé d'exécution qui est élaboré par le maître d'œuvre avec le Titulaire. Ce dernier doit remettre l'ensemble des renseignements demandés par le Maître d'œuvre dans un délai maximal de **15 jours calendaires** après la date de démarrage de la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages faisant l'objet des travaux. Il indique en outre :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du Titulaire sur le chantier.

Après acceptation par le Maître d'Ouvrage, le calendrier détaillé d'exécution est notifié aux entreprises par ordre de service du Maître d'œuvre.

Au cours du chantier et avec l'accord du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage, Les différents intervenants dans l'acte (Maître d'œuvre, Maître d'Ouvrage et Titulaire), peuvent proposer la modification du calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service du Maître d'Ouvrage au Titulaire.

Toute augmentation du délai d'exécution doit faire l'objet d'un ordre de service de prolongation de délai du maître d'œuvre.

Au cours du chantier et après concertation avec le Titulaire, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution. Elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2.2 du CCAG-TRAVAUX et des dispositions ci-après.

Le calendrier modifié doit être approuvé et signé par le Titulaire du marché. Il est notifié au Titulaire par décision du Maître d'Ouvrage.

Le délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement comprend :

- Les périodes de congés payés.

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG-TRAVAUX, le Titulaire n'a pas le droit d'obtenir la résiliation du marché pour ordre de service tardif

Toute prolongation du délai global d'exécution résultant soit de sujétions techniques imprévues, soit de modifications affectant l'ouvrage à la demande du Maître d'Ouvrage, ou encore résultant de la force majeure, et affectant le montant initial du marché fera l'objet d'une modification au marché notifié au Titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TRAVAUX.

Sous réserve des stipulations qui précèdent, il sera fait application des dispositions de l'article 18 du CCAG-TRAVAUX en matière de délai.

15.3 PERIODE D'INTERVENTION & LIEUX D'EXECUTION

La période d'intervention pour l'exécution des prestations, s'étend de 07h15 à 17h30 et ce, du lundi au vendredi, sauf les weekends et les jours fériés.

Les travaux bruyants seront réalisés en horaires décalés comme spécifié dans les CCTP et au plus tard après 18h00 ou bien même les samedis si cela s'avère nécessaire.

Les prestations seront réalisées sur les 3 sites suivants :

- SANGHA - 58 bis Bd. Pasteur 59600 MAUBEUGE.
- CROIX - 24 rue de la Croix 59600 MAUBEUGE.
- CAMBRAI - 10 rue Saint-Lazare 59400 CAMBRAI.

ARTICLE 16 - PENALITES DE RETARD

Tout délai d'exécution prévu par le présent marché pour la réalisation d'une prestation déterminée donnera lieu le cas échéant à l'application des pénalités suivantes.

Les pénalités de retard sont calculées au regard du délai d'exécution tel que fixé au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent marché. Seuls les retards fautifs donneront lieu à l'application des pénalités de retard.

Elles sont constatées par le Maître d'œuvre qui fait part de son analyse, au Maître d'ouvrage, sur les causes du retard. Le Maître d'ouvrage rédige les décomptes de pénalités de retard qui seront déduits et notifiés, lors de l'acceptation des projets de décomptes mensuels et définitif.

16.1 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG-TRAVAUX, il sera appliqué automatiquement au Titulaire, sans mise en demeure préalable, par jour ouvré, les pénalités suivantes, éventuellement augmentée ou diminuée du montant des avenants s'y rapportant.

PENALITE 1/... AU REGARD DE MONTANT EN € HT	SOIT POUR LES MONTANTS ESTIMES DETAILLES A L'ARTICLE 3 DU CCAP RETENUE PROVISoire JOURNALIERE EN EUROS APPLIQUEES
1/250	341,25 €

**Montant arrondis au supérieur*

Par dérogation aux articles 19.2.1 & 19.2.2 du CCAG-TRAVAUX, il n'est prévu aucun plafond d'exonération et aucun pourcentage sur le montant total hors taxes du marché.

Dans le cas où le Titulaire serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au Maître d'œuvre et à l'autorité compétente du Maître d'ouvrage dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

Des retenues provisoires de retard fixées à : 150,00 € Net hors TVA par jour ouvré de retard seront appliquées par rapport aux délais, si des retards sont constatés aussi bien en ce qui concerne l'avancement des travaux que la remise des études, plans de réservation, etc.

De même, ces retenues provisoires seront appliquées en cas de retard sur le début d'intervention prévu au calendrier détaillé d'exécution.

Ces retenues provisoires pourront être levées si la fin du délai d'exécution, fixé au calendrier détaillé a été respectée.

L'avance sur le calendrier détaillé d'exécution ou sur le délai global d'exécution ne donnera droit à aucune prime.

16.2 PENALITES SPECIALES

Des pénalités seront appliquées en cas d'absence aux rendez-vous de chantier et dans le cadre de retard dans la remise des projets de décomptes dans les conditions qui suivent :

- Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement seront hebdomadaires, au jour et à l'heure fixés par le Maître d'œuvre.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, le Titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne habilitée à engager l'entreprise.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra appliquer une pénalité de 150,00 € par absence.

Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif.

Tout retard de plus d'une demi-heure (et non excusé) ou départ anticipé et non autorisé par le Maître d'œuvre sera considéré comme une absence.

Un carnet de chantier sera tenu à jour par le Maître d'œuvre où seront consignés, entre autres, les noms des entreprises présentes ou absentes.

- Pénalités pour retard ou erreur constaté lors de la remise des situations mensuelles et décomptes définitifs.

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte et d'erreur constaté sur ces mêmes documents, il est appliqué les pénalités suivantes :

TYPE DE DYSFONCTIONNEMENT	TYPE DE DOCUMENT	PENALITE APPLIQUEE
Retard	décomptes mensuels	25,00 € Net par jour ouvré de retard
	décompte définitif	75,00 € Net par jour ouvré de retard
Erreur constaté	Décomptes mensuels + décompte définitif	25,00 euros par cas constaté

Ces pénalités sont appliquées après un ordre de service rappelant au Titulaire ses obligations et sont calculées depuis la date limite fixée par ordre de service jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

De plus, en application de l'article 12.3.4 du CCAG-TRAVAUX, le décompte définitif pourra, après mise en demeure restée sans effet, être établi d'office par le Maître d'œuvre aux frais du Titulaire.

16.3 AUTRES PENALITES

Des pénalités sont automatiquement appliquées par le maître d'œuvre et sous sa responsabilité dans les cas suivants :

Retard dans l'installation du chantier	750 € par jour calendaire
Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à disposition du Titulaire par le Maître d'Ouvrage et /ou des emprises de chantier dans le domaine public (Cf. article 17 du CCAP)	80 € par jour calendaire
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite	80 € par jour calendaire
Dépôt de matériels, matériaux, terres et gravats en dehors des zones prescrites	80 € par jour calendaire
Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus	80 € par jour calendaire
Retard dans la présentation du chantier des échantillons de matériaux et de matériels de construction	80 € par jour calendaire
Retard dans le nettoyage du chantier	80 € par jour calendaire
Retard dans l'évacuation des gravats hors chantier	80 € par jour calendaire
En cas de non production Du schéma d'organisation et de gestion des déchets (Cf. article 20.1 du présent CCAP)	150 € par constat
Des bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier (Cf. article 21.2.2 du présent CCAP)	100 € par constat
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier	150 € par infraction constatée et par jour calendaire
Absence à une réunion d'étude et de coordination, visite de chantier	150 € par absence (Cf. article 16.2 du présent CCAP)
Absence de bac décanteur ayant rejet aux égouts publics des dispositif de nettoyage de décrochage des engins	80 € par absence
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux ou à la coordination sécurité/santé (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier général détaillé d'exécution et à sa mise à jour, ...)	120 € par document et par jour calendaire
Retard dans la fourniture des documents, procès-verbaux, et plans durant l'exécution du chantier, en référence au planning détaillé d'exécution mis au point pendant la période de préparation. Cette pénalité est applicable également pour la non remise des documents au coordonnateur santé sécurité ainsi qu'au contrôleur technique	150 € par jour calendaire
Présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au Maître d'Ouvrage ou non agréée par lui)	1500 € pour chaque infraction constatée (nonobstant les mesures coercitives prévues par le CCAG-TRAVAUX)
En cas de dépassement du délai contractuel dans la levée des réserves (Cf. article 24 du CCAP)	400 euros jour calendaire de retard
Non-remise du DOE dans les délais (Cf. article 25 du CCAP)	150 € par jour calendaire
En cas de non-respect des obligations fixées par la clause environnementale (Cf. article 33 du CCAP)	150,00 par constat

16.4 PENALITES AUTRES QUE CELLES FIGURANT DANS LES CLAUSES 16.1, 16.2 ET 16.3

Sur décision expresse du Maître d'Ouvrage notifiée au Titulaire concerné, pourront être appliquées dans tous les cas de retard inhérents à des délais autres que l'exécution des travaux et autres que ceux figurant dans la clause 16.2 ci-avant « pénalités spéciales » et 16.3 ci-dessus « pénalités automatiques ».

Il sera fait application des pénalités forfaitaires par jour de retard suivantes :

50 € par jour calendaire de retard pendant les 7 premiers jours ;

75 € par jour calendaire de retard du 8° jour au 14° jour ;

100 € par jour calendaire de retard du 15° jour au 21° jour.

En l'absence de décision expresse notifiée en ce sens, ces pénalités ne pourront être appliquées.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA

ARTICLE 17 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

A la fin des travaux, dans la limite du délai d'exécution des travaux, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire après mise en demeure notifiée par ordre de service, sans préjudice d'application des pénalités prévues à l'article 16.3 du présent CCAP.

ARTICLE 18 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Conformément aux articles R2111-7 à 11 du Code de la Commande Publique, les prestations définies dans le présent marché sont des spécifications techniques formulées par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, notamment des agréments techniques ou d'autres référentiels techniques élaborés par les organismes de normalisation.

Le Titulaire doit respecter les prestations dont les spécifications techniques ont été précisées et sur lesquelles il s'est engagé ainsi que les prestations équivalentes à ces spécifications techniques sur lesquelles il s'est également engagé.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-TRAVAUX et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

A titre complémentaire, il sera fait application des articles 21 à 26 du CCAG-TRAVAUX.

ARTICLE 19 - PERCEMENTS ET SCELLEMENTS

Le Titulaire doit effectuer à ses frais les tranchées, trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, sauf dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation (*ou aux dates fixées pour la remise des études techniques*) ainsi que dans le cas où des dispositions contraires seraient portées au CCTP.

Les tranchées, trous, percements, scellements ou raccords intéressant des parties d'ouvrages en béton armé, précontraint ou charpente métallique, devront être exécutés obligatoirement par le Titulaire.

20.1 PERIODE DE PREPARATION

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-TRAVAUX, il est fixé une période de préparation incluse dans le délai global d'exécution. Sa durée est de 1 mois.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du Maître d'Ouvrage :

- Envoi de la déclaration réglementaire d'ouverture du chantier (DROC)

Par les soins du Maître d'œuvre, en liaison avec les entreprises :

- Établissement, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution qui devra être présenté sous la forme d'un « diagramme de GANTT ».
- La fixation des dates de remise des études techniques.
- L'organisation du chantier.

Par les soins du Titulaire, en liaison avec le Maître d'œuvre :

- Établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux (*dans les 15 jours calendaires maximum suivant la date de démarrage de la période de préparation*) avec effectifs prévisionnels pour la durée du chantier et tous les éléments permettant d'élaborer le calendrier détaillé d'exécution des études et travaux. Participation avec le Maître d'œuvre aux réunions de mise au point du calendrier détaillé.
- Projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2.1 alinéa 1 du CCAG-TRAVAUX.
- Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, liste des matériaux et matériels pressentis, échantillons, prototypes, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux.
- Établissement du ou des plans de réservations.
- Établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé suivant les modalités décrites à l'article 21.1 du présent CCAP. Cette obligation est applicable au Titulaire (*cotraitant et sous-traitants*).
- Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.
- En application de l'article 36.2.1 du CCAG-TRAVAUX, le Titulaire communique pendant la période de préparation du marché, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel. Par dérogation à l'article 36.2.3, en l'absence de production de ce document, aucune mise en demeure ne sera réalisé auprès du Titulaire et les pénalités prévues à l'article 16.3 du présent CCAP seront appliquées lors de la validation des décomptes mensuels ou du décompte définitif.
- Constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier
- Désignation du personnel affecté à la cellule de synthèse
- Constitution de l'équipe chargée des études d'exécution
- Production de fiches navettes financières détaillées

- Mise en place par toutes les entreprises et leurs éventuels sous-traitants d'un PAQ (Plan Assurance Qualité)
- Enregistrement des entreprises et maîtres d'œuvre sur le système d'échanges de données informatisées (le cas échéant)
- Plan de prévention en matière de sécurité et de protection des travailleurs

20.2 COORDINATION DES TRAVAUX

La coordination sera assurée par le Maître d'œuvre.

20.3 PLANS D'EXECUTION-NOTES DE CALCULS ET ETUDES DE DETAIL

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au **visa** du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au Titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 5 du présent CCAP.

20.4 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Il convient de se reporter au CCTP.

A défaut, il sera fait application du CCAG-TRAVAUX en son article 27.

20.5 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des articles 45 à 48 du CCAG-TRAVAUX.

ARTICLE 21 - ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE SUR LE CHANTIER

21.1 CONDITIONS GENERALES

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

Il devra se soumettre aux prescriptions et remarques de caractère obligatoire formulées dans le cadre du rapport remis par le coordonnateur SPS ainsi qu'aux prescriptions formulées éventuellement par l'inspection du travail.

Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours conformément au décret d'application n°94-1159 du 26/12/94 :

- Le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ;
- Le plan de prévention ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

- Les noms et coordonnées sous forme du DC4 de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le Titulaire informe le coordonnateur SPS de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Toutes les réunions de chantier lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, seront organisées et dirigées par le Maître d'œuvre en collaboration avec le Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le Titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

21.2 ORGANISATION DU CHANTIER PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire est chargé, sous la direction du Maître d'œuvre, de l'organisation du chantier. A ce titre, il prend à sa charge les dépenses d'investissement.

Le Titulaire est également chargé de la gestion des dépenses, de la fourniture, mise en service et entretien des dispositifs de sécurité jusqu'à la fin des travaux.

Il demeure responsable de ses propres dispositifs de sécurité.

21.2.1 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses, dont la nature est indiquée dans le tableau ci-après, sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu avec le Titulaire.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT
Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier
Installation commune de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie)
Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments
Réseau provisoire de distribution d'électricité sur le chantier, y compris raccordement et tableaux

Le Titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations ci-dessus.

21.2.2 DEPENSES D'ENTRETIEN

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-avant (*y compris frais de location éventuels*) sont réputées rémunérées par les prix du marché.

Pour le nettoyage du chantier :

Le Titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.

Le Titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le Maître d'œuvre, suivant les instructions de du Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées ;

Il a également la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques.

Le Maître d'œuvre contrôle la bonne exécution du nettoyage.

Il est rappelé qu'il est interdit de brûler les déchets sur le chantier.

En application de l'article 36.2.2 du CCAG-TRAVAUX, afin que le Maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le Titulaire fournit au Maître d'œuvre les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le Titulaire remet au Maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le Titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. En cas de non-respect les pénalités prévues à l'article 16.3 sont applicables sans mise en demeure préalables.

Les BSD sont également dématérialisés grâce à leur dépôt sur la plateforme numérique TRACKDECHETS. Pour cela le Maître d'Ouvrage communique au Titulaire son code signature TRACKDECHETS (*Cf. annexe 1 du CCAP*) que les intervenants du Titulaire peuvent communiquer au collecteur de déchets lors de leur passage en site agréé.

Il appartient au Titulaire de prendre les mesures nécessaires pour éviter les vols et dégradations de son propre matériel¹. Jusqu'à la réception, Le Titulaire à la garde de l'ouvrage et en supportent les risques. Dès la date d'effet de la réception des travaux, ces risques sont transférés au Maître d'Ouvrage.

Garde du chantier en cas de défaillance du Titulaire

En cas de résiliation d'un marché dans les conditions prévues l'article 29 du CCAP, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de notifier par ordre de service à l'entreprise de son choix l'obligation d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisées par le Titulaire défaillant, et ce, jusqu'à désignation d'un nouveau Titulaire.

Dans la mesure où cette résiliation du marché entraîne l'arrêt du chantier, les frais de garde évoqués ci-dessus sont provisoirement réglés par le Maître d'Ouvrage.

¹ Par exemple, assurance spécifique, type « bris de machines et matériels de chantier » ou équivalent.

Sous réserve des dispositions qui suivent, il sera fait application de l'article 31 du CCAG-TRAVAUX.

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par le Titulaire.

Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Coordination en matière de sécurité

L'opération est soumise aux obligations découlant des dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil prévues aux articles L4531-1 et s. du Code du travail et les textes d'application réglementaires, notamment les dispositions en matière de coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Le coordonnateur est désigné en tant que prestataire de service par le Maître d'Ouvrage selon les règles prévues par la réglementation des marchés publics.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (*tels que chute de hauteur, ensevelissement...*) le coordonnateur SPS aura autorité pour prendre toutes mesures appropriées y compris pour faire interrompre les travaux dans le cadre des missions qui lui sont dévolues au titre des articles R4532-10 et R4532-61 et suivants du code du travail.

Les frais qui pourraient en découler seront imputés à ou aux entreprises qui n'auraient pas respecté les prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé.

Sous réserve que l'opération de travaux objet du présent marché y soit soumise (*article R4532-42 et suivants du code du travail*), il est joint un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé au dossier d'appel d'offres.

PPSPS

Les entreprises intervenantes (co-traitant / sous-traitant) devront établir le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il est adressé au coordonnateur désigné.

Son contenu est précisé aux articles R4532-63 à R4532-68 du Code du travail.

Le Titulaire supportera les dépenses entraînées par cette organisation collective.

ARTICLE 22 – CONTROLES DES TRAVAUX

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions définies à l'article 24 du CCAG-TRAVAUX par les laboratoires ou bureaux de contrôle désignés par le Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 38 du CCAG-TRAVAUX, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande du Maître d'Ouvrage seront supportés par le Titulaire si les résultats de ces essais ou contrôles lui sont défavorables.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, le Titulaire devra effectuer au minimum, avant réception des ouvrages, les essais et vérifications dans les conditions fixées par l'AQC, l'Agence Qualité Construction (AQC) qui pilote la mise à jour des modèles d'autocontrôle publiés en 2014.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique n° 2 (octobre 1998)¹ qui devront être envoyés pour examen au Bureau de contrôle en deux exemplaires. Ce dernier adressera à au Maître d'Ouvrage avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 23 – AUGMENTATION DES TRAVAUX

Pour le présent marché il sera fait application de l'article 14 du CCAG-TRAVAUX.

Le Maître d'Ouvrage informe le Titulaire qu'il déroge aux articles 14.3 & 14.4.3 du CCAG-TRAVAUX.

Cela a pour conséquence que, lorsque la masse (montant) des travaux exécutés atteint la masse (montant) initiale (contractuelle), le Titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le Maître d'Ouvrage.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale (montant contractuel).

Le Titulaire est tenu d'aviser le Maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale (montant contractuel).

L'ordre de poursuivre les travaux, au-delà de la masse initiale (montant contractuel), s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale (montant contractuel), ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du Maître d'Ouvrage sauf si le Titulaire n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

¹ Voir Moniteur du 17.12.82, supplément spécial 82.51 bis.

CHAPITRE IV - DROITS ET OBLIGATIONS INHERENTS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

ARTICLE 24 - RECEPTION DES TRAVAUX¹

Par dérogation aux articles 42.1 et 42.3 du CCAG-TRAVAUX, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Elle prend la forme d'une décision unique du Maître d'Ouvrage à destination du Titulaire et prend effet à la date de l'achèvement de l'ensemble des travaux.

Le Titulaire avise le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le Maître d'œuvre aura à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

La procédure de réception se déroulera conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-TRAVAUX à la suite des opérations de réception.

La date de réception sera unique, soit à la fin des travaux.

Un constat d'achèvement des travaux pourra être éventuellement établi lorsque le Titulaire en fera la demande. En aucun cas, ce constat ne vaut réception des travaux au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le délai maximal dans lequel le Maître d'œuvre devra procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre (*ou autre moyen d'information par voie dématérialisée avec accusé réception*) du Titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus à l'article 22 du présent CCAP s'avèrent concluants (*vérification des performances ou rendements prévus...*).

En précision à l'article 41.6 du CCAG-TRAVAUX, le délai de levée des réserves est fixé à 1 mois à compter de la date de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Les réserves seront notifiées au Titulaire avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Dans le cas où les travaux de reprise n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le Maître d'Ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire, après mise en demeure demeurée restée infructueuse.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la personne signataire du marché se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une refaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

¹ Application des articles 41 et 42 du CCAG travaux, sauf dérogations expresses indiquées dans le présent CCAP.

En application de 40-1 du CCAG-TRAVAUX, préalablement à la réunion de réception et tout au moins dans les 10 jours calendaires qui la précède, le Titulaire remettra par courriel (*format : « pdf » ou « dwg »*) au Maître d'œuvre les documents d'études et le DOE, comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) pour vérification et réception par le maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage. **Après validation et éventuelles modifications, ces documents seront transmis par le Maître d'œuvre uniquement en version dématérialisée - Format « .PDF », « .DWG » et transmis : soit par courriel avec accusé de réception ou soit déposé via une plateforme d'échanges sécurisée, avant la réunion de réception des travaux.**

Les plans et documents à fournir par le Titulaire s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au Maître d'œuvre.

Les documents d'exécution comprennent également ceux demandés par le coordonnateur SPS pour l'élaboration du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages.

En cas de retard du Titulaire dans la remise des documents conformes à l'exécution et jusqu'à la remise complète de ces documents, le Titulaire est informé qu'il sera fait application de l'article 16.3 du présent CCAP qui prévoit une pénalité forfaitaire prévue à cet effet (*Cf. également article 19.3 du CCAG-TRAVAUX*).

ARTICLE 26 - GARANTIES

Le Titulaire du présent marché doit trois types de garanties :

- la garantie de parfait achèvement ;
- la garantie biennale ;
- la garantie décennale ;

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux ou ouvrages.

26.1 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

La **durée de garantie de parfait achèvement** est fixée, pour tous les travaux et ouvrages, à 1 an conformément à l'article 44-1 du CCAG-TRAVAUX.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;
- exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du Maître d'Ouvrage dans les conditions définies par l'article 44-2 du CCAG-TRAVAUX.

La durée de **garantie de bon fonctionnement** est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec le Titulaire ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

26.3 GARANTIE DECENNALE

La **garantie décennale** couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec le Titulaire ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

ARTICLE 27 – ASSURANCES

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-TRAVAUX, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le Titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont Titulaires d'une attestation délivrée par leur compagnie d'assurance, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la demande du Maître d'Ouvrage.**

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise,

Dans le cas où la validité de ces documents expire pendant la période d'exécution du marché, le Titulaire se charge, de leur mise à jour et de les remettre au Maître d'ouvrage et sans que celui-ci n'ait à le solliciter.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le Titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Maître d'Ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le Titulaire a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

Par ailleurs, en application de l'article 8.2 du CCAG-TRAVAUX, le Maître d'Ouvrage précise qu'il a contracté ou qu'il contractera les assurances suivantes :

- **Tous Risques Chantiers (TRC)**
- **Dommages-ouvrages (DO)**

Dans le cas où le Titulaire ne produit pas les attestations d'assurances, le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.3.1 f) du CCAG-TRAVAUX.

28.1 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Le Titulaire devra produire **tous les 6 mois à compter de la notification du marché jusqu'à son terme** :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (ou NOTI1),
- **Lorsque l'immatriculation du candidat au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée**, le candidat doit fournir **l'un des documents** mentionnés à l'article D8222-5 du nouveau Code du travail (ou NOTI1):
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) **(depuis le 1^{er} novembre 2021, ce document n'aura plus à être transmis)** ou
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, **ou**
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, **ou**
 - d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par le Titulaire et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

En cas de non-remise de ces documents, il pourra être appliqué au Titulaire les pénalités prévues à l'article 16.4 du présent CCAP.

Il est précisé que le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du Titulaire sans droit à indemnités si le Titulaire ne respecte pas son engagement.

28.2 DOCUMENTS A RETOURNER AU MAITRE D'OUVRAGE

Dès la notification du marché, si le Titulaire est concerné, les documents suivants lui seront adressés par voie électronique :

- ↳ Le livret du prestataire : l'informant des conditions, d'accès aux sites, d'accès aux locaux, d'accès aux locaux sensibles, des clauses de confidentialité, le rappel des dispositions générales de sécurité et les contacts.
- ↳ Le protocole de sécurité : concernant les opérations de déchargement qui devront se faire dans le respect des normes de sécurité (*art. R 4515-4 à 11 du code du travail*).

A réception, le Titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour confirmer au Maître d'Ouvrage par retour de courriel la bonne transmission de ces informations à l'ensemble de son personnel intervenant sur site et le cas échéant retourner le ou les document(s) dûment daté(s) et signé(s).

En cas de non-retour de ce(s) document(s) dans les délais, sur décision expresse de du Maître d'Ouvrage, les pénalités prévues à l'article 16.4 du présent CCAP pourront être appliquées.

Il sera fait application des dispositions du CCAG-TRAVAUX, sauf l'article 50.2.1 et 50.4, sous réserve des précisions suivantes :

29.1 CAS DE RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général et ce sans indemnité pour le Titulaire, sans qu'il y ait faute du Titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du Titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du Titulaire sans mise en demeure).

29.2 CAS DE RESILIATION N'OUVRANT PAS DROIT A INDEMNITE

Aucune indemnité ne sera due au Titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- Décès ou incapacité civile,
- Sauvegarde ou redressement judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article L 622-13 du code de commerce,
- Liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article L 641-11-1 du code de commerce,
- Incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

29.3 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE AVEC MISE EN DEMEURE

Le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, notamment lorsque :

- Le Titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du Titulaire;
- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG-TRAVAUX.
- Le Titulaire ou son sous-traitant, contreviennent à leur obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le Titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

29.4 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE SANS MISE EN DEMEURE

Le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché aux torts du Titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- Le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 29-2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le Titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- Le Titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- La déclaration produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique a été reconnue inexacte.

ARTICLE 30 – MESURES COERCITIVES

Il sera fait application de l'article 52 du CCAG-TRAVAUX.

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-TRAVAUX, Le Maître d'ouvrage peut, sauf en cas de résiliation du marché prononcée en cas de décès ou incapacité civile, sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, dans un délai de 30 jours à compter de la décision de résiliation, passer aux frais et risques du Titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore réceptionnées.

Conformément à l'article 52.6 du CCAG-TRAVAUX, l'augmentation de dépenses, par rapport au prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire reste à sa charge. La diminution de dépenses ne lui profite pas.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, l'article 52.7 du CCAG-TRAVAUX s'applique en plus des précisions ci-après.

Lorsque le mandataire est défaillant non seulement dans son rôle de mandataire mais aussi en tant qu'entrepreneur vis-à-vis des travaux dont il est chargé, il sera fait application des modalités suivantes.

Si les cotraitants du mandataire défaillant l'acceptent expressément, une nouvelle entreprise peut être substituée au mandataire pour les travaux dont il est chargé après résiliation du marché en tant qu'il est conclu avec lui, et un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 52.7.2 du CCAG-TRAVAUX. Ces modifications sont prises en compte par un avenant conclu entre le Maître d'Ouvrage et les dit Co Titulaires, y compris le nouveau Titulaire.

Faute de l'accord des Co Titulaires du mandataire défaillant, le Maître d'Ouvrage passera un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par ledit mandataire. Dans ce cas :

- Si les autres Co Titulaires en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls ; un avenant désigne alors clairement la part des prestations exclues du marché et celles restant à fournir par chacun des Co Titulaires du groupement ainsi réduit ;
- Dans le cas contraire, le Maître d'Ouvrage résilie la totalité du marché.

ARTICLE 31 – AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

Il sera fait application de l'article 53 du CCAG-TRAVAUX.

ARTICLE 32 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent accord-cadre, la loi française est seule applicable. La procédure à suivre par le Titulaire en cas de différend avec le Maître d'Ouvrage est celle exposée à l'article 55 du CCAG-TRAVAUX.

Les parties cocontractantes s'engagent à rechercher une solution amiable à ces différends, avant de saisir un tribunal.

En cas d'échec de la conciliation amiable, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du Nouveau Code de Procédure Civile. Le tribunal en charge de traiter les litiges nés de l'exécution du présent marché sera le Tribunal Judiciaire de Lille.

Le Titulaire du marché est soumis aux obligations environnementales suivantes :

1. Chaque type de borne disposera de son PEP (Profil Environnemental Produit) ou d'un document équivalent qui détaillera notamment les points suivants :
 - La présentation du produit, son unité fonctionnelle et sa durée de vie de référence ;
 - Les matériaux constitutifs du produit ;
 - La description des étapes du cycle de vie : fabrication, distribution, installation, utilisation, fin de vie ;
 - Les impacts environnementaux (dont l'impact carbone) ;
 - Éventuellement l'information sur les substances dangereuses selon les réglementations en vigueur (REACH, RoHS, etc.) ;
 - Éventuellement le taux de recyclabilité.
2. Respect des modalités de mise en œuvre et de suivi prévue par le schéma d'organisation et de gestion des déchets (*cf. article 20.1 du CCAP*).
3. S'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier à remettre au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'œuvre (*cf. article 21.2.2 du CCAP*).

Conformément aux stipulations de l'article 20.2.1 du CCAG-TRAVAUX, ces obligations doivent être vérifiables, selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif.

Par dérogation à l'article 20.2.3, en cas de non-respect de ces obligations, le Titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, sans mise en demeure préalable, la pénalité forfaitaire prévues à l'article 16.3 du présent CCAP.

ARTICLE 34 - ÉVOLUTIONS DE LA LEGISLATION

Par dérogation aux articles 5.2.2 (*Protection des données à caractère personnel*), 6.2 (*protection de la main-d'œuvre*) 7.2 (*Protection de l'environnement*) du CCAG-TRAVAUX, toute évolution législative en cours d'exécution du marché s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de le formaliser par une modification du marché sauf :

- ↳ Pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.
- ↳ Pour le cas où une disposition de la dite nouvelle législation prévoit expressément le contraire.

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

En cas de non-respect de cette clause, il pourra être appliqué au Titulaire une pénalité forfaitaire de 150,00 € pour tout constat fait par la Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG-TRAVAUX	OBJET DE LA DEROGATION
1.5	28.5	Registre de chantier
2	4.1	Ordre de priorité des pièces
4	20.1	Clause sociale
6.5	9.4.2	Détermination du Mois de référence
8.1	12.1.4	Décomptes mensuels et décompte général et définitif
8.2	12.3.2 12.4.2	Projet de décompte final Décompte général
8.3	12.4.4	Décompte général et définitif
14.3	3.6.1.2	Sous-traitance
15.2	50.2.1	Délais d'exécution – OS Tardif
16.1	19.2.1 19.2.2 19.2.3 19.2.4	Pénalités de retard
20.1	28.1 36.2.3	Période de préparation Mise en demeure application de pénalités Absence de production BSD + SOGED
22	Alinéa 2 de l'article 38	Contrôle des travaux
23	14.3 14.4.3	Augmentation des travaux
24	42.1 42.3	Réception globale
27	8.1.3	Assurances
29	50.2.1 50.4	Résiliation
30	52.1	Délai d'exécution aux frais et risques
33	20.2.3	Non mise en demeure pour non-respect clause environnementale
34	5.2.2 6.2 7.2	Évolutions de la législation